



HAL
open science

Désarmement et ses incidences sur l'économie des pays en voie de développement

Jacques Fontanel

► **To cite this version:**

Jacques Fontanel. Désarmement et ses incidences sur l'économie des pays en voie de développement. Abdelmalki L., Dufourt, D. La nouvelle coexistence des Nations, Les Editions de l'Epargne, 1994. hal-02490198

HAL Id: hal-02490198

<https://hal.univ-grenoble-alpes.fr/hal-02490198v1>

Submitted on 24 Feb 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Désarmement et ses incidences sur l'économie des pays en voie de développement,

Jacques Fontanel

**in "La nouvelle coexistence des Nations",
Lahsen Abdelmalki & Daniel Dufourt,
Préface Ricardo Pétrella,
Les Editions de l'Epargne, Paris, 1994 (20 pages)**

Résumé : Les dépenses militaires sont supposées satisfaire le besoin de sécurité d'un pays, d'un Etat. Cependant, elles conduisent soit à des effets d'entraînement, soit à des effets d'éviction. Elles dépendent des influences politiques et bureaucratiques des Etats, mais elles permettent aussi d'exercer des effets de domination sur les pays les plus faibles du Tiers Monde. L'armement intervient dans les choix de la recherche-développement, dans les types d'investissement, dans le pouvoir d'achat des citoyens. L'aide aux pays du Tiers-Monde est souvent liée d'un effet de domination économique des pays développés. La conversion du secteur militaire vers le secteur civil à la suite d'un désarmement peut conduire à des crises régionales et sectorielles dans les pays producteurs, ce qui peut conduire ceux-ci à supprimer leur soutien aux économies des pays du Tiers-Monde. Tout processus de désarmement doit être justifié par lui-même, et non sur la volonté d'accélérer le développement économique d'un pays, car les coûts de la conversion ne sont pas négligeables, au moins à court terme.

Summary: Military spending is supposed to meet the security needs of a country, a state. However, they lead either to knock-on effects or to crowding-out effects. They depend on the political and bureaucratic influences of the States, but they also make it possible to exert effects of domination on the weakest countries of the Third World. The armament intervenes in the choices of research and development, in the types of investment, in the purchasing power of the citizens. Aid to Third World countries is often linked to the effect of economic domination by developed countries. The conversion of the military to the civilian sector following disarmament can lead to regional and sectoral crises in producing countries, which can lead them to withdraw their support for the economies of Third World countries. Any disarmament process must be justified by itself, not by the desire to accelerate the economic development of a country, since the costs of conversion are not negligible, at least in the short term.

Military expenditure, Third World, Disarmament, Research & Development, international aid, crowding-out effects, knock-on effects

Les dépenses militaires satisfont normalement au besoin de sécurité d'une collectivité nationale contre les menaces extérieures. Le rôle des dépenses militaires est alors contradictoire ; d'une part, si elles empêchent les conflits par la dissuasion, elles participent directement à l'amélioration du bien-être des populations (au même titre que les dépenses de police ou de justice) ; d'autre part, elles sont aussi des facteurs et des vecteurs de guerre, et en ce contexte, elles sont anti-économiques. Cependant, dans l'hypothèse d'une paix permanente, les dépenses militaires exercent inéluctablement un effet négatif sur le développement économique mondial, même s'il arrive parfois que les effets de domination qu'engendrent la force armée et certaines formes de militarisation de l'économie produisent des effets positifs sur les économies nationales dominantes. Autrement dit, la course aux armements est un jeu à somme négative. L'augmentation des dépenses militaires de deux États ennemis conduit souvent à un simple maintien, voire à une dégradation, de la sécurité internationale. Dans ces conditions, un désarmement négocié se présente comme un investissement intéressant dans une situation de crise économique (1).

Le Tiers Monde a d'abord été un enjeu économique et militaire. La colonisation est souvent présentée comme une cause fondamentale du sous-développement. Cependant, des pays comme l'Éthiopie ou la Thaïlande qui n'ont pas été colonisés et les pays d'Amérique Latine qui sont indépendants depuis plus d'un siècle et demi sont toujours en voie de développement, alors que d'anciennes colonies se sont développées, après un processus plus ou moins violent de rejet de la métropole (États-Unis ou Australie). Les conflits armés (intervention des grandes puissances dans leur sphère d'intervention, conflits dérivés de la déjà ancienne rivalité Est-Ouest, émergence de

(1) UNIDIR, « Aspects économiques du désarmement : le désarmement en tant qu'investissement », Nations-Unies, A/47/150, GV.F.93.0.3., New York, 1993.

puissances régionales et conflits internes) ont été autant de facteurs d'affaiblissement économique qui ont accentué les retards de développement (2). La plupart des modèles de course aux armements contiennent un paramètre de fatigabilité qui indique le degré d'acceptation économique et sociale de l'effort d'armement. Ainsi donc, de manière inévitable, le militaire et l'économique sont mis en opposition. Par contre, selon un Rapport des Nations-Unies, « on considère parfois que l'armée est un facteur de cohésion dans une société en proie aux dissensions. Mais par-dessus tout, on estime généralement que les dépenses militaires sont nécessaires à la vie sociale de l'État, son rôle consistant à ajouter à la production civile un élément qui ne se mesure pas, à savoir la sécurité » (3). Il est donc intéressant de connaître l'impact économique d'une réduction des dépenses militaires sur les pays en voie de développement, avant de s'interroger sur la réalisation concrète d'un désarmement qui ne peut avoir de signification que dans un cadre mondial.

I. L'impact macro-économique d'une réduction des dépenses militaires

Plusieurs études sur l'impact économique des dépenses militaires sur les pays en voie de développement ont été réalisées.

1.1. Dépenses militaires, croissance et développement économique

La fameuse étude de Benoit (4) selon laquelle l'effort militaire favoriserait la modernisation industrielle, la formation et l'information des hommes, l'amélioration des infrastructures, l'utilisation complète des capacités de production des économies des pays en voie de développement et ne constituerait pas un obstacle à leur développement économique a été fortement contestée sur la forme (simples corrélations) et sur le fond (5). Ainsi, il est probable que l'augmentation des dépenses militaires est rendue possible par le taux de croissance élevé de l'économie et non l'inverse. Pour A. Varas (6), il n'existe pas de corrélations stables et significatives entre les dépenses militaires et la croissance économique. L'impact des dépenses militaires sur la croissance des pays en voie de développement est différent de celui des pays développés, car il affecte d'abord le bien-être et non la croissance. Si un changement dans

(2) J. FONTANEL, J.-F. GUILHAUDIS, « Le désarmement pour le développement », Fascicule *Désarmement et course aux armements*, Grenoble, ARES, Défense et Sécurité, 1986.

(3) Nations-Unies, *Conséquences économiques et sociales de la course aux armements*, préface et étude par C. SCHMIDT, Economica, Paris, 1983.

(4) E. BENOIT, « Growth and Defense in Developing countries », *Economic Development and Cultural Change*, vol. 26, January 1978, pp. 271-280.

(5) S. DEGER, *Military expenditure in Third World Countries. The Economic Effects*, International Library of Economics, London, Routledge & Kegan Paul, 1986.

(6) A. VARAS, « Military spending and the Development process », *Disarmament, Review by The United Nations*, vol. IX, number 3, New York, Autumn 1986.

le rapport dépenses militaires / bien-être peut n'avoir que des effets secondaires dans les pays développés, dans les pays en voie de développement, l'effort militaire détériore sérieusement un niveau de vie majoritairement très bas.

Enfin, pour Looney (7), les résultats économétriques concernant les pays en développement indiquent que :

- 1 - les influences politico-bureaucratiques sont plus fortes dans la définition des dépenses militaires que les rivalités internationales,
- 2 - les effets d'éviction des investissements à la suite d'un accroissement des dépenses militaires sont moins importants dans les pays producteurs que dans les pays seulement importateurs des armes nécessaires à leur défense,
- 3 - les dépenses militaires n'ont que faiblement contribué à l'essor de la dette des pays du Tiers Monde et notamment de ceux de l'hémisphère Sud.

Cependant, si la production nationale des armes présente quelques avantages comme l'économie de devises rares, la maîtrise technologique et la mise en oeuvre éventuelle d'une politique d'industrialisation fondée sur les investissements des industries militaires, aucun pays du Tiers Monde ne peut supporter une politique de fabrication d'armement s'il n'est déjà une grande puissance économique et politique (8), s'il ne possède pas un secteur industriel suffisamment fort et diversifié et si le marché international des armes reste porteur et aisément accessible aux petites puissances économiques. M. Ward (9) a montré ainsi que les programmes militaires au Brésil et en Inde ont probablement eu des effets économiques positifs sur les économies nationales tant que le marché international des armes était ouvert et que la course aux armements se développait.

Enfin, l'essor des industries d'armement dans les pays en voie de développement conduit aussi à une croissance des dépenses militaires qui, à long terme, est susceptible de soulever de graves difficultés de développement économique national (10), lorsqu'il est possible de vendre les matériels à l'étranger ou s'ils sont susceptibles de créer des emplois dans des régions fortement déprimées, grâce à l'aide internationale. Maintenant, cette hypothèse est remise en question, compte tenu de la crise qui secoue les industries d'arme-

(7) E. R. LOONEY, « Third-World Military Expenditure and Arms Production », Foreword Robert L. West, Mac Millan Press, London, 1988.

(8) K. D. Whyne a même suggéré que seuls les grands pays en voie de développement pouvaient réellement recevoir des effets multiplicateurs suffisants de leur effort militaire pour dépasser les effets d'éviction qu'exerce indiscutablement le secteur militaire sur le secteur civil, in K. D. WHYNES (1979), *The Economics of Third World Military Expenditure*, University of Texas Press, Austin.

(9) M. WARD, « Military Technologies and Economic Development. A Comparison of India and Brazil » in « Développement économique et défense », J. FONTANEL, J. ABEN (Eds), ARES, vol. XII, 1990.4., déc. 1991.

(10) J. FONTANEL, J. DRUMOND SARAIVA, « Les industries d'armement comme vecteur du développement économique des pays du Tiers Monde », *Études polémologiques*, Institut Français de Polémologie, n° 430, Paris.

ment dans une ère de désarmement, caractérisée par la difficulté des procédures de conversion (11).

L'impact des dépenses militaires sur la croissance dépend de l'utilisation effective des capacités productives des économies nationales. En termes de coûts d'opportunité, les investissements civils sont *a priori* plus favorables au développement économique que les investissements militaires. Cependant, cette appréciation doit être atténuée, d'une part parce que tous les investissements civils (notamment ceux qui suscitent des effets de démonstration ou qui résultent d'une erreur d'appréciation du marché) ne sont pas également rentables et d'autre part, parce que le secteur militaire peut, par ses commandes, maintenir le niveau de production et de compétitivité de secteurs entiers de l'économie.

Pour R. et D. Smith (12), la militarisation des économies en voie de développement n'est pas favorable à leur développement économique à long terme, même s'il peut y avoir quelques effets positifs, notamment la mobilisation du surplus. La théorie de la diversion des ressources, représentée dans les pays développés par la pensée de S. Melman (13), considère qu'une économie dans laquelle une grande quantité de ressources critiques est, de manière persistante, attribuée aux activités improductives réduit considérablement sa capacité à produire avec efficacité, soit par la perte de compétitivité de l'industrie nationale, soit par le pervertissement des comportements des agents économiques. Dans ces conditions, un désarmement améliore à terme le standard de vie national moyen et il augmente le potentiel du développement économique mondial.

1.2. Dépenses militaires, investissement et emploi

La relation de substitution entre l'investissement et les dépenses militaires est assez généralement reconnue (14). Cependant, trois facteurs peuvent l'affirmer :

- 1 - l'acceptation sociale de l'effort financier de la défense,
- 2 - la structure des dépenses militaires (part des dépenses de personnel par rapport aux dépenses de capital ou d'infrastructure),
- 3 - le niveau de la croissance économique (en période de stagnation économique, les dépenses militaires sont plus directement en concurrence avec l'investissement public civil, alors qu'en période de croissance elles exercent des effets

(11) J. FONTANEL. « La conversion des industries d'armement », Miméo, Grenoble, CEDSI/ Espace Europe, 1993.

(12) R. et S. SMITH. *The economics of militarism*, Pluto Press, London, 1983.

(13) S. MELMAN, *The permanent war economy*, Simon & Scusler, New York, 1974.

(14) R. SMITH. « Military Expenditure and capitalism », *Cambridge Journal of Economics*, vol. 1, March 1977.

d'éviction sur l'ensemble de l'investissement national). Si la population est prête à accepter l'effort de défense, notamment en situation de menaces internationales pesantes et identifiées, elle peut accepter aussi une réduction de sa consommation. Les pays en voie de développement ne peuvent guère se permettre ce luxe, compte tenu de l'incompressibilité d'une part importante de la consommation.

Si actuellement, l'augmentation des dépenses militaires conduit à une baisse de l'investissement global, c'est parce que l'imminence des menaces de guerre n'apparaît pas encore clairement aux citoyens et que les dangers de l'économie apparaissent plus meurtriers que ceux prêtés aux forces militaires des ennemis éventuels. Il y a donc une inadéquation entre les besoins exprimés par les agents économiques et l'attitude de l'État, ces divergences pouvant être d'ailleurs dues à la disponibilité d'informations stratégiques différentes, mais surtout à une distorsion entre les besoins de la majorité de la population civile et les intérêts des groupes au pouvoir. Dans une situation de désarmement, les avantages économiques attendus d'une réduction des dépenses militaires sont plus importants pour les pays importateurs d'armes que pour les pays producteurs, ceux-ci ayant à faire face, à court terme, à la crise sectorielle d'un potentiel de production sur-dimensionné par rapport à la demande nationale et mondiale.

En matière d'emploi (15), les conclusions générales sont vite démenties, en fonction des situations économiques concrètes et de la nature des dépenses engagées. Si l'augmentation des dépenses militaires s'applique principalement aux dépenses de personnel, l'effet attendu d'une réduction des dépenses militaires peut être plutôt négatif dans la lutte contre le chômage, notamment si elle s'accompagne d'une suppression de la conscription ; par contre, une diminution des dépenses militaires de capital importé exerce immédiatement des effets positifs. À long terme, une décision de désarmement est de nature à inciter les personnels qualifiés à abandonner provisoirement le secteur productif. La plupart des études économétriques mettent en évidence les effets plutôt positifs, mais non décisifs, de la réduction des dépenses militaires sur la croissance économique à court terme des pays en voie de développement.

1.3. La production nationale d'armements

Les pays en voie de développement ne représentent que 2 % de la production mondiale d'armement estimée à 250 milliards de dollars. Trois motifs particuliers peuvent justifier l'essor de cette activité : la sécurité nationale, l'indépendance économique et la croissance économique (16).

(15) J. FONTANEL, « Dépenses militaires et développement économique », in J. FONTANEL, J.-F. GUILHAUDIS, *op. cit.*, pp. 48-51.

(16) J. FONTANEL, J. DRUMOND SARAIVA, « Industries d'armement et développement », *Études polémologiques*, Institut Français de Polémologie, n° 40, 4^e trimestre 1986.

1 - La production d'armes est souvent conçue comme un impératif de sécurité nationale. Les États peuvent maintenir les productions de matériels militaires particuliers, même si elles ne sont pas financièrement rentables. En période d'affaiblissement de la demande, il est probable que les importations de certaines armes ont un coût inférieur à celui des matériels similaires produits nationalement. Cependant, les impératifs de sécurité nationale sont jugés plus importants à long terme que le simple profit financier à court terme. Les pays en voie de développement ne sont pourtant pas en situation stratégique favorable et la production nationale d'armement n'est probablement pas, d'une part la meilleure solution pour construire les conditions d'un développement économique et d'autre part, un facteur décisif d'amélioration de leur propre sécurité nationale.

En outre, un rapport des Nations-Unies (17) indique que « ce n'est pas par pure coïncidence que pratiquement tous les pays en développement qui figurent généralement sur la liste des fabricants d'armements ont effectivement connu un ou plusieurs conflits ou produisent des types d'armes particulièrement adaptés aux besoins d'autres pays en développement qui sont engagés dans une situation de conflit, mais ne disposent pas de l'infrastructure industrielle voulue pour les fabriquer eux-mêmes ». Cette analyse n'est pas toujours justifiée, compte tenu du fait que les pays producteurs d'armes sont aussi généralement les pays semi-développés qui exercent ou subissent, du fait même des déséquilibres inhérents à un processus de développement, des tensions internes et externes très fortes qui les amènent à avoir une réelle politique industrielle d'armement (ce que les pays les plus pauvres ne peuvent généralement pas se permettre). Dans ces conditions, c'est la croissance elle-même qui est un facteur incitatif à la production d'armes.

2 - L'influence des hommes de science a bouleversé les stratégies internationales. Sans une bonne recherche-développement militaire, la sécurité des pays est constamment menacée, à moins d'être couverte par une alliance militaire. La compétition technologique n'a pas de fin et elle accélère l'obsolescence. C'est pourquoi les pays en voie de développement peuvent difficilement revendiquer l'indépendance économique, car ils sont amenés à se procurer des licences étrangères - technologiquement en voie de dépassement pour les matériels essentiels à leur défense. Il est plus facile d'importer des matériels sophistiqués, que de recevoir les licences nécessaires à leur production. Dans ces conditions, la production nationale peut aller à l'encontre de la sécurité même du pays.

3 - Deux raisons économiques fondamentales sont généralement présentées pour justifier les industries d'armement. D'abord, les achats de matériels militaires à l'étranger grèvent lourdement la balance commerciale et ils sont

parfois à l'origine d'un déficit qui peut avoir des conséquences économiques et sociales douloureuses. Ensuite, les productions d'armement exercent des effets industrialisants, en stimulant le secteur civil par l'achat de consommations intermédiaires sur le marché domestique et en créant de nouveaux emplois. La politique de l'import-substitution, c'est-à-dire de création d'une offre nationale correspondant à une demande interne exprimée sur des produits d'importation, peut alors être choisie pour promouvoir l'offre industrielle intérieure.

Ces deux thèses ne résistent pas vraiment à l'analyse. D'abord, au moins dans les premiers temps, la balance commerciale n'a jamais été bénéficiaire à la suite de la création d'une industrie d'armement, car il faut tenir compte des importations nécessaires à la fabrication des matériels nationaux (entre 30 et 70 % des prix des matériels militaires exportés de la plupart des pays en voie de développement), de la compétitivité des prix des armes nationales par rapport à leurs homologues étrangères (sous peine de substituer provisoirement un déficit budgétaire à un déficit de la balance commerciale) et des décalages de temps (un achat à l'étranger se paie rarement comptant, au contraire des importations de composants des matériels militaires qui peuvent constituer des goulots d'étranglement inacceptables).

Ensuite, l'industrie d'armement ne promet pas réellement la croissance économique et encore moins l'intégration industrielle car, empiriquement, les effets multiplicateurs sont relativement faibles, compte tenu du divorce qui existe entre les activités civiles et les activités militaires, du fait du secret militaire et de la désarticulation des économies. Les inconvénients de la production nationale d'armement sur le développement économique des pays du Tiers Monde sont, par contre, très importants. D'abord, l'exportation, nécessaire à la réduction des coûts par les économies d'échelle, crée aussi une dépendance économique et dans les situations de demande insuffisante, les ventes s'accompagnent de conditions de crédit particulièrement satisfaisantes pour les acheteurs. Il existe des exportations paupérisantes, c'est-à-dire des exportations qui tendent à affaiblir économiquement le pays, lorsqu'elles participent notamment à la détérioration des termes de l'échange ou lorsqu'elles sont réalisées à perte, soit pour lutter contre la concurrence, soit parce que le débiteur n'est pas réellement solvable.

Enfin, compte tenu des exigences des acheteurs, les économies d'échelle espérées par la production en série ne sont pas très importantes, sauf pour les matériels très courants, sur lesquels peu de bénéfices sont attendus, du fait de la concurrence. En outre, les coûts d'opportunité de l'utilisation dans le secteur militaire de personnels très qualifiés, la lourdeur des investissements, la rapidité de l'innovation et de l'obsolescence dans le secteur militaire, les importations induites nécessaires, la longueur du cycle de production, l'intervention des firmes multinationales, la faiblesse de la base industrielle nécessaire à la compétitivité pour les produits les plus performants sont des éléments dissuasifs, au plan strictement économique, de la production nationale d'armement dans les pays en voie de développement.

II. Le désarmement pour le développement

Le désarmement ne peut pas être limité aux choix entre les limitations d'armes et les dépenses militaires. Il requiert une série de décisions sur le taux et la direction du progrès technologique, sur les réallocations des ressources économiques, sur la gestion de l'environnement naturel, sur les priorités politiques, sur le nouvel ordre économique international et sur le type de développement. Plusieurs études ont été entreprises pour mesurer l'impact réel d'un désarmement sur les économies des pays en développement.

2.1. Les études économétriques de l'économie mondiale

Trois modèles principaux de l'économie mondiale ont simulé la réduction des dépenses militaires.

1 - Le modèle mondial de Léontieff et Duchin (18) aboutit à la conclusion selon laquelle le transfert des ressources vers les pays pauvres favorise leur développement économique et qu'en ce sens, un désarmement pour le développement est une procédure satisfaisante. Il met en évidence le fait qu'une mesure de désarmement aurait un effet positif pour l'ensemble des régions du monde et que les transferts de ressources augmenteraient sensiblement la consommation et le PIB par habitant des pays arides d'Afrique, des pays d'Asie à faibles revenus ou de l'Afrique tropicale. Ces résultats, pour spectaculaires qu'ils paraissent pour les pays sous-développés, faiblement peuplés, n'en sont pas moins faiblement significatifs. Ainsi, une réduction de 1,2 % des dépenses militaires par an de 1980 à l'an 2000 favoriserait la croissance économique de tous les pays, 1 % pour le Japon, 0 % pour les pays de l'OPEP, 1,5 % pour l'Amérique du Nord, 3 % pour l'Europe, 10 % pour les pays d'Asie à économie planifiée, 20 % pour les pays d'Asie à faibles revenus ou pour l'Afrique tropicale, sur une période de 20 ans. Dans ces conditions, les chiffres ne sont pas très significatifs. Ils ont seulement l'intérêt de fournir le sens prévisible, *ceteris paribus*, d'un désarmement pour le développement.

Contrairement à l'hypothèse de baisse de la demande de matières premières consécutive à une réduction des dépenses militaires, le modèle de Léontieff et Duchin montre que la nouvelle croissance engendrée par ce désarmement ne met pas en péril l'économie des pays producteurs de matières premières, appartenant généralement aux pays du Tiers Monde.

(18) W. LÉONTIEFF, F. DUCHIN, « Worldwide implications of hypothetical changes in military spending », Rapport pour les Nations-Unies, New York, 1980 ; W. LÉONTIEFF, F. DUCHIN, « Military spending : Facts and Figures, Worldwide implications and Future Outlook », Oxford University Press, 1983.

Tableau : Évolution de la demande de matières premières en cas de désarmement ou de maintien de la course aux armements

| RESSOURCES | MAINTIEN COURSE AUX ARMEMENTS | DÉSARMEMENT |
|-------------|----------------------------------|-------------|
| Pétrole | 3,9 | 1,0 |
| Nickel | 3,1 | 2,2 |
| Cuivre | - 0,3 | 2,4 |
| Zinc | - 0,3 | 2,7 |
| Bauxite | - 1,1 | 3,0 |
| Étain | - 1,8 | 3,2 |
| Fer | - 3,9 | 3,4 |
| Charbon | - 5,5 | 4,0 |
| Gaz naturel | - 6,5 | 3,4 |

2 - Une simulation fondée sur le modèle UNITAD (19) teste un premier scénario dans lequel il n'y a aucune distribution des revenus à la suite d'une procédure de désarmement et un second scénario qui propose une politique fondée sur la satisfaction des besoins de base, sous l'hypothèse que les crédits dégagés sont utilisés à la promotion d'activités économiques de faible dimension et à forte productivité dans les pays en voie de développement. Deux cas sont analysés : le désarmement permet la satisfaction de l'objectif d'une aide publique au développement égal à 0,7 % du PNB et le tiers des dépenses militaires mondiales sont transférées aux pays en voie de développement.

Si pour les pays développés, la création d'emplois apparaît modeste, il en va différemment pour les pays en voie de développement. À court terme, la réduction des dépenses militaires déprime la demande et favorise les pertes d'emplois, jusqu'à ce que la croissance des pays en voie de développement exprime ses retombées par l'accroissement de la demande vers les zones plus développées. Si l'amélioration de l'assistance est combinée avec des politiques fondées sur les besoins de base, une croissance supplémentaire annuelle importante et une création considérable d'emplois en résultent. Ces effets jouent d'autant mieux s'il existe des mesures de libéralisation des marchés et de la monnaie.

Cependant, ces gains peuvent être aisément balayés par les termes de l'échange ou par l'accroissement du taux d'intérêt et des paiements de la dette qui pèsent sur les pays en voie de développement. Enfin, il n'est pas possible avec le seul désarmement de résoudre tous les problèmes des pays en voie de développement. Notamment, même dans l'hypothèse la plus satisfaisante, la consommation réelle par habitant de l'Afrique subsaharienne continuera à décroître du fait de l'accroissement de la population et de la faiblesse de la production agricole. Il n'est guère possible d'améliorer le bien-être d'une grande majorité de la population de ce continent dans de substantielles améliorations de la productivité agricole. Les efforts principaux doivent être accomplis par les pays en voie de développement eux-mêmes.

3 - Selon le modèle LINK (20), des réductions de dépenses militaires accompagnés d'un accroissement de l'aide (0,7 % du GNP) conduiraient à un accroissement de 1,7 % du PNB dans les pays en voie de développement et de 0,2 % dans les pays développés dans l'hypothèse maximale selon laquelle toute cette aide se porterait sur les biens d'investissement. Si elle était gaspillée, la croissance resterait la même, alors que la croissance des pays développés diminuerait de 0,3 %. Il faut que les pays en voie de développement utilisent au moins 60 % de leurs ressources d'aide pour permettre aux pays développés de ne pas connaître une réduction de leur croissance par rapport à l'hypothèse de base. Mais l'aide n'est pas toujours utilisée à bon escient. Si elle était gaspillée, le taux de croissance des pays en voie de développement ne subirait aucun choc négatif à court terme, mais les pays développés subiraient un effet négatif de l'ordre de 0,3 % de leur croissance annuelle.

Pour que ce transfert soit positif pour l'ensemble des parties (donateurs et receivers), il faudrait que 60 % de l'aide soit consacrée aux biens d'investissement. Dans un autre scénario du modèle LINK, si les États-Unis, l'ex-URSS et le Japon sont les principaux donateurs de 53 milliards de dollars jusqu'en 1993, au titre de leur désarmement et en faveur du développement des pays du Tiers Monde, le sentier de croissance de l'économie mondiale passe de 0,9 à 1,7 % par an, mais les pays développés subissent une décroissance annuelle de l'ordre de 0,2 % par rapport au « trend » normal, alors que les pays en voie de développement reçoivent un essor supplémentaire allant de 10 % pour les pays d'Afrique subsaharienne à 2 % pour les pays du Moyen-Orient exportateurs de pétrole (21).

(20) Modèle cité par R. LUCKHAM, « Disarmament and development in all its aspects with a view to drawing appropriate conclusions », Draft prepared for the UN Department of Disarmament Affairs, January, 1986.

(21) L. R. KLEIN, « Disarmament and development » in J.-J. SALOMON, *Science, war and peace*, Economica, Paris, 1990.

2.2. Les études nationales de conversion avec ou sans transferts

Les analyses faites sur la reconversion des activités militaires des pays du Tiers Monde sont généralement présentées selon les deux hypothèses de l'existence ou non d'un transfert des ressources de la part des pays développés en situation de désarmement.

1 - En l'absence de transferts, pour les pays qui n'ont pas d'industries d'armement, les effets d'une réduction des dépenses militaires, si elle n'est pas compensée par une dépense au moins égale au maintien de l'ordre intérieur ou à l'achat de produits de luxe importés, sont positifs, même à court terme, car ils favorisent l'utilisation plus efficace des ressources rares. Pour les pays producteurs d'armes, une procédure de désarmement peut avoir des effets pervers à court terme, notamment pour les industries et régions directement concernées par les activités industrielles d'armement. À long terme, les effets devraient être positifs, si la régression économique conjoncturelle provoquée par la réduction des achats internes d'armement ne conduit pas à des effets d'irréversibilité, notamment en matière de conversion d'activité. Il est probable même qu'une bonne gestion de la réduction des dépenses militaires aurait des incidences positives à long terme sur la recherche-développement civile, sur la productivité réelle des économies nationales ou sur la confiance dans les relations internationales d'échange, qui ne peuvent pas être mesurées par les études économétriques, qui n'appréhendent en général, que des évolutions à court terme, dans lesquelles le passé (caractérisé par la course aux armements) se répète dans l'avenir.

Cependant, bien que de nombreux pays en voie de développement consacrent une proportion non négligeable de leurs ressources à des fins militaires, les grandes sommes désengagées dans l'armement devraient être concentrées dans un faible nombre de pays. Au fond, le désarmement dans les pays du Tiers Monde semble exercer des effets favorables sur l'économie nationale, même si les pays producteurs d'armement risquent de connaître quelques difficultés de conversion à court terme, qui seront largement compensées par la réduction des importations afférentes à l'effort industriel militaire et par l'augmentation symétrique des dépenses publiques civiles.

2 - L'effort de désarmement accompagné d'un transfert de ressources au bénéfice des pays du Tiers Monde ne peut favoriser le développement économique que s'il n'est pas confisqué par un groupe social particulier qui décide de l'affecter à des emplois improductifs (exportations de capitaux, importations de produits de luxe, par exemple). Autrement dit, un transfert n'a d'intérêt que s'il s'exprime dans une activité fortement productive. Parfois, du fait des effets de démonstration qu'il suggère, le transfert peut avoir un effet négatif par les tensions inflationnistes qu'il provoque. En outre, un transfert de ressources peut être l'occasion de nouveaux marchés pour les pays développés et d'une nouvelle dépendance pour les pays pauvres. Ainsi,

J. Lebovic (22) a pu mettre en évidence la prédominance des considérations politico-militaires dans l'aide étrangère américaine, aussi bien sous la présidence de Carter pourtant fortement imprégnée de défense des Droits de l'Homme que sous la présidence de Reagan, largement influencée par la recherche de la puissance militaire nécessaire à la sécurité américaine.

Le transfert répond alors d'abord à des considérations politico-militaires, ensuite aux intérêts économiques du donateur et enfin seulement aux nécessités du développement économique des pays du Tiers Monde. Il faut donc que les pays en voie de développement évitent que le transfert ne soit, au total, paupérisant. Si le transfert se fait en monnaie inconvertible, le pays receveur doit nécessairement se fournir dans le pays donateur, qui peut en profiter pour réintroduire des flux d'échanges inégaux. Si le transfert se fait en nature, il n'est pas évident que le produit concerné satisfasse les besoins de développement des pays receveurs ; par exemple, si l'aide se fait sur une marchandise qui concurrence directement ou indirectement l'industrie nationale du pays pauvre, le résultat, à terme, peut être très négatif pour le Tiers Monde, d'autant que chaque produit charrie une culture et les valeurs dominantes de la société dans laquelle il a été créé.

Il est intéressant enfin d'analyser l'opposition traditionnelle entre les dépenses militaires et les dépenses de santé ; elle n'est pas toujours justifiée, car il est rare qu'une augmentation des dépenses militaires se traduise simultanément par une réduction de l'effort public en matière de santé. Pour les pays en voie de développement, les études concernant la relation dépenses militaires-dépenses de santé-dépenses d'éducation produisent des résultats contradictoires. Si les rapports Brandt, Palme et Thorsson (23) affirment que les dépenses militaires menacent la croissance économique et le développement et donc la sécurité de demain, ils condamnent l'utilisation des fonds publics dans le secteur militaire au détriment de la santé et de l'éducation. Comme pour les pays développés, les études économétriques sur la relation négative entre les dépenses de santé et les dépenses militaires fournissent des résultats

(22) J. H. LEBOVIC, « National Interests and United States Foreign Aid », *Journal of Peace Research*, vol. 25, n° 2, June 1988.

(23) W. BRANDT, *La folie orchestrée. La course aux armements et la famine dans le monde*, Economica, Paris, 1988 (édition française). W. BRANDT et al. (Independent Commission on International Development Issues), « North-South, a Programme for Survival ». Pan, New York, 1980. Nations-Unies (sous la dir. Inga Thorsson), « Étude sur les rapports entre le désarmement et le développement », A/36/356 ; New York, 3 sept. 1981. O. PALME, « Common security : a programme for disarmament », The report of the Independent Commission on Disarmament and Security issues under the chairmanship of Olof Palme, London, Pan Books Ltd, 1982.

contradictoires. Ainsi, si Deger et Looney confirment cette hypothèse, celle-ci est remise en question par Kennedy, Ames & Goff, Hayes et Verner (24).

Au fond, on peut s'interroger sur la permanence d'une relation qui peut effectivement évoluer en fonction de la situation économique concrète dans laquelle les choix sont réalisés par les gouvernants. La plupart des analyses faites dans les pays en voie de développement concluent que les pays militairement faiblement dépensiers, sont aussi des consommateurs réservés en matière d'éducation et de santé (et vice versa), que les dépenses militaires ne sont pas moins vulnérables que les autres formes de dépenses publiques à une réduction du budget de l'État et qu'il n'y a guère de retombées sur les efforts en matière de santé et d'éducation à la suite d'une augmentation des dépenses militaires. Dans l'étude récente de Harris, Kelly et Pranowo (25), l'hypothèse selon laquelle plus la part des dépenses publiques affectée aux dépenses militaires est importante et moins la part des dépenses de santé et d'éducation est élevée, n'est vérifiée que dans 40 % des cas recensés portant sur cinquante pays.

En outre, la vulnérabilité des dépenses militaires à une réduction des dépenses publiques n'est pas aussi faible qu'on a bien voulu le dire, malgré les effets d'inertie importants qui existent dans ce type d'activité compte tenu de la place accordée aux frais de personnels. L'analyse de Hicks et Kubisch (26) souligne que les dépenses sociales sont les moins vulnérables, à une réduction des dépenses publiques dans les PVD, avant les dépenses de défense et d'administration et nettement avant les secteurs productifs et d'infrastructure. Cette étude, sous une forme plus désagrégée, a été reprise par Harris, Kelly et Pranowo ; elle conclut à la réduction plus rapide du budget militaire par rapport aux dépenses publiques de santé et d'éducation dans l'hypothèse d'une réduction des dépenses publiques. Cette analyse conduit cependant les auteurs à considérer qu'il n'y a pas vraiment d'effets de substitution entre les dépenses sociales et les dépenses militaires.

-
- (24) S. DEGER, « Human resources, Government Education Expenditure and the Military Burden in Less Developed Countries », *Journal of Developing Areas*, vol. 20, n° 3, 1985.
R. LOONEY, « Austerity and Military Expenditures in Developing Countries : The Case of Venezuela », *Socio-Economic Planning Sciences*, vol. 20, n° 3, 1986.
G. KENNEDY, *The military of the Third World*, Duckworth, London, 1974.
B. AMES, Ed. GOFF, « Education and Defense Expenditure in Latin America 1948-196 » in Liske, Lochr, Mc Cament (Eds.), *Comparative Public Policy, Issues, Theories and Methods*, New York, John Wiley, 1975.
M. HAYES, « Policy Consequences of Military Participation in Politics : an analysis of trade-offs in Brazilian Federal Expenditures », in Liske, Lochr & Mc Cament (Eds.), « *Comparative Public Policy : Issues, Theories and Methods* », New York, John Wiley, 1975.
J. VERNER, « Budgetary Trade-Offs Between Educational and Defense in Latin America : a research note », *Journal of Developing Areas*, vol. 18, n° 3, 1983.
(25) H. G. HARRIS, M. KELLY, PRANOWO, « Trade-offs Between Defence and Education/Health Expenditures in Developing Countries », *Journal of Peace Research*, vol. 25, n° 2, 1988.
(26) N. HICKS, A. KUBISCH, *The Effects of Expenditure Reductions in Developing Countries*, World Bank, Washington, 1983.
N. HICKS, A. KUBISCH, « Cutting Government Expenditure in LDC's », *Finance and Development*, vol. 21, n° 3, 1984.

Cette conclusion de Harris, Kelly et Pranowo est pourtant un peu trop rapide, car elle ne tient pas compte de la redistribution des charges de la sécurité sociale supportées par les différentes catégories sociales. En effet, les dépenses de sécurité sociale s'avèrent assez vulnérables à une réduction des dépenses de l'État, ce qui tend évidemment à réduire sensiblement l'objectif de bien-être de la population au bénéfice de la défense nationale. Au fond, si les dépenses de santé restent stables, le remboursement des soins pour toutes les catégories sociales n'est pas assuré ; dans ces conditions, à dépenses équivalentes, la disponibilité des services de santé est fortement modifiée du fait de la régression importante du système d'assurance public contre la maladie. Or, il existe une relation au moins indirecte entre les dépenses militaires et les dépenses sociales, si l'on inclut dans celles-ci la répartition des soins et la disponibilité des matériels sanitaires à l'ensemble des couches sociales d'un pays. Une étude pays par pays met en évidence des résultats divergents, ce qui confirme, au niveau général, l'absence directe de liens entre les dépenses militaires, les dépenses de santé et les dépenses d'éducation.

Enfin, une aide des pays développés peut conduire à un mal-développement, notamment si elle n'est pas désintéressée. Quelques formes de transferts s'avèrent coûteuses à terme, notamment en frais de fonctionnement et les contraintes politiques sont rarement exclues d'un tel engagement des pays riches. En outre, « l'aide aux pays en voie de développement peut être consacrée à des dépenses de prestige, à accroître les inégalités sociales, à favoriser l'essor des sociétés dans lesquelles les Droits de l'Homme ne sont pas nécessairement respectés. Les transferts peuvent faire aussi l'objet de sordides calculs d'intérêt tendant à habituer des populations à un type de consommation les rendant dépendantes des pays industrialisés... » (27). La question est alors de savoir si les pays développés souhaitent une telle conclusion, étant entendu que les écarts de revenus sont des indicateurs intéressants de satisfaction des besoins des populations.

Ces effets jouent plus profondément et plus rapidement s'il existe des mesures de libéralisation des marchés et de la monnaie, mais les gains éventuels peuvent aussi disparaître du fait de l'évolution des termes de l'échange, de l'évolution des taux d'intérêt nationaux et des remboursements de l'endettement. En fait, la signification statistique des modèles est relativement faible dans ce contexte, étant entendu que l'hypothèse *ceteris paribus* qui prévaut dans l'application des techniques économétriques est largement remise en cause par l'événement exceptionnel que constituerait une véritable procédure de désarmement.

(27) J. FONTANEL, *L'économie des armes*, coll. « Repères », n° 3, La Découverte, Paris, 1984.

Si une réduction des dépenses militaires modifie la répartition des avantages de la croissance et si elle redistribue les cartes de la compétitivité internationale, par contre, pour les partisans du nouvel ordre économique international, le désarmement apparaît comme une conséquence du développement. Il ne sert donc à rien de négocier un désarmement, si aucune autre action n'est entreprise pour réduire, voire supprimer les causes de la course aux armements. Le sous-développement constitue une menace pour la paix mondiale. Les grandes théories économiques et les analyses économétriques ne produisent pas toujours des résultats convergents et la nature positive ou négative des dépenses militaires sur les économies nationales fait encore l'objet de débats.

En matière de développement, il faut se méfier des évidences. Si au niveau global, il est indubitable que les pays en voie de développement supportent le fardeau de leur armement, la suppression de celui-ci peut avoir des effets militaires et économiques irréversibles aggravant incontestablement leur situation de pauvreté. Il est donc erroné de dire que tout processus de désarmement conduit à une amélioration du bien-être, il peut être l'occasion de régression s'il s'accompagne d'un maintien des inégalités ou d'une domination politique, économique et militaire d'un autre pays.

BIBLIOGRAPHIE

- AMES (B.), GOFF (Eds) : « Education and Defense Expenditure in Latin America 1948-1968 » in LISKE, LOEHR, McCAMENT (Eds), « Comparative Public Policy : Issues, Theories and Methods », John Wiley, New York, 1975.
- BALL (N.) : « Defence and Development : a critique of the Benoit Study », *Economic Development and Structural Change*, vol. 31, April 1983, pp. 507-524.
- BENOIT (E.) : « Defence and Economic Growth in Developing Countries », D.C. Heath, Lexington Books, Boston, 1973.
- BENOIT (E.) : « Growth and defence in developing countries », *Economic Development and Cultural Change*, vol. 26, January 1978, pp. 271-280.
- BRANDT (W.) et al. (Independent Commission on International Development Issues) : « North-South, a Programme for Survival », Pan, New York, 1980.
- COLARD, GUILHAUDIS (J.-F.), FONTANEL (J.) : *Le désarmement pour le développement, un pari difficile*, Fondation pour les Études de Défense Nationale, Paris, 1981.
- DEGER (S.) : « Human resources, Government Education Expenditure and the Military Burden in Less Developed Countries », *Journal of Developing Areas*, vol. 20, n° 3, 1985.
- DEGER (S.) : « Military expenditure in Third World Countries. The economic effects », *International Library of Economics*, Boston and Henley, Routledge & Kegan Paul, London, 1986.
- DEGER (S.), SMITH (R.) : « Military expenditure and growth in less developed countries », *Journal of Conflict Resolution*, 1983.
- FONTANEL (J.) : *L'économie des armes*, coll. « Repères », n° 3, La Découverte, Paris, 1984.
- FONTANEL (J.) : « La conversion », CEDSI/Espace Europe, Grenoble, 1993.
- FONTANEL (J.) : « Military expenditures and Economic growth (France, Morocco) », *Rapport pour le Groupe d'experts des Nations-Unies « Désarmement pour le Développement »*, Grenoble, 1980.

- FONTANEL (J.), SARAIVA (J.) : « Les industries d'armement comme vecteur du développement économique des pays du Tiers Monde », *Études polémologiques*, Institut Français de Polémologie, n° 430, Paris, 1986.
- FONTANEL (J.), SMITH (R.) : « Analyse économique des dépenses militaires », *Stratégique*, Fondation pour les Études de Défense Nationale, Paris, 3^e trimestre 1985.
- HARRIS (G.), KELLY (M.), PRANOWO : « Trade-offs between Defence and Education/Health Expenditures in Developing Countries », *Journal of Peace Research*, vol. 25, n° 2, 1988.
- HAYES (M.) : « Policy Consequences of Military Participation in Politics : an analysis of trade-offs in Brazilian Federal Expenditures », LISKE, LOEHR, Mc CAMENT (Eds.) « Comparative Public Policy : Issues, Theories and Methods », John Wiley, New York, 1975.
- HICKS (N.), KUBISCH (A.) : « Cutting Government Expenditure in LDC's », *Finance and Development*, vol. 21, n° 3, 1984.
- HICKS (N.), KUBISCH (A.) : « The Effects of Expenditure Reductions in Developing Countries », World Bank, Washington, 1983.
- KENNEDY (G.) : *The military of the Third World*, Duckworth, London, 1974.
- KLEIN (L. R.) : « Disarmament and development », SALOMON (J.-J.), *Science, war and peace*, Economica, Paris, 1990.
- LEBOVIC (J. H.) : « National Interests and United States Foreign Aid », *Journal of Peace Research*, vol. 25, n° 2, June 1988.
- LEONTIEFF (W.), DUCHIN (F.) : « Military Spending. Facts and Figures. Worldwide Implications and Future Outlook », Oxford, New York, Oxford University Press, 1983.
- LEONTIEFF (W.), DUCHIN (F.) : « Worldwide implications of a limitation on military spending », Rapport pour le Groupe d'experts des Nations-Unies « Désarmement pour le Développement », New York, 1980.
- LOONEY (R. E.) : « Austerity and Military Expenditures in Developing Countries : the Case of Venezuela », *Socio-Economic Planning Sciences*, vol. 20, n° 3, 1986.
- LOONEY (R. E.) : « Third-World Military Expenditure and Arms Production », WEST (R. L.), *Foreword*, Mac Millan Press, London, 1988.
- PALME (O.) et al. (Independent Commission on Disarmament and Security) : *Common Security*, Simon & Schuster, New York, 1982.

ROYER (J.) : « Long-Term Employment Impact of Disarmament Policies », ILO, déc. 1985.

SEN (A.) : « Development : which way now ? », *Economic Journal*, vol. 93, déc. 1983, pp. 745-762.

SEN (A.) : « Public action and the quality of life in developing countries », *Oxford Bulletin of Economics and Statistics*, nov. 1981.

SMITH (D.) et (R.) : « The Economics of Militarism », Pluto Press, London, 1983.

THORSSON (I.) (sous la dir.) : « Étude sur les rapports entre le désarmement et le développement », Nations-Unies, New York, 3 sept. 1981, A/36/356.

THORSSON (I.) : « In pursuit of Disarmament. Conversion from military to civil production in Sweden », Report by the Special Expert Inga Thorsson, Stockholm, 1984.

UNIDIR : « Aspects économiques du désarmement : le désarmement en tant qu'investissement », New York ; Nations-Unies, 1993, A/47/150, GV.F.93.0.3.

VARAS (A.) : « Military Spending and the Development Process/ Disarmament », vol. IX, number 3, Autumn 1986, New York, United Nations.

VERNER (J.) : « Budgetary Trade-Offs Between Educational and Defense in Latin America : a research note », *Journal of Developing Area*, vol. 18, n° 3, 1983.

WARD (M.) : « Military Technologies and Economic Development. A Comparison of India and Brazil », FONTANEL (J.), ABEN (J.) (Eds), « Développement économique et défense », Arès, vol. XII, 1990.4., déc. 1991.

WHYNES (D. K.) : « The Economics of Third World Military Expenditure », University of Texas Press, Austin, 1979.